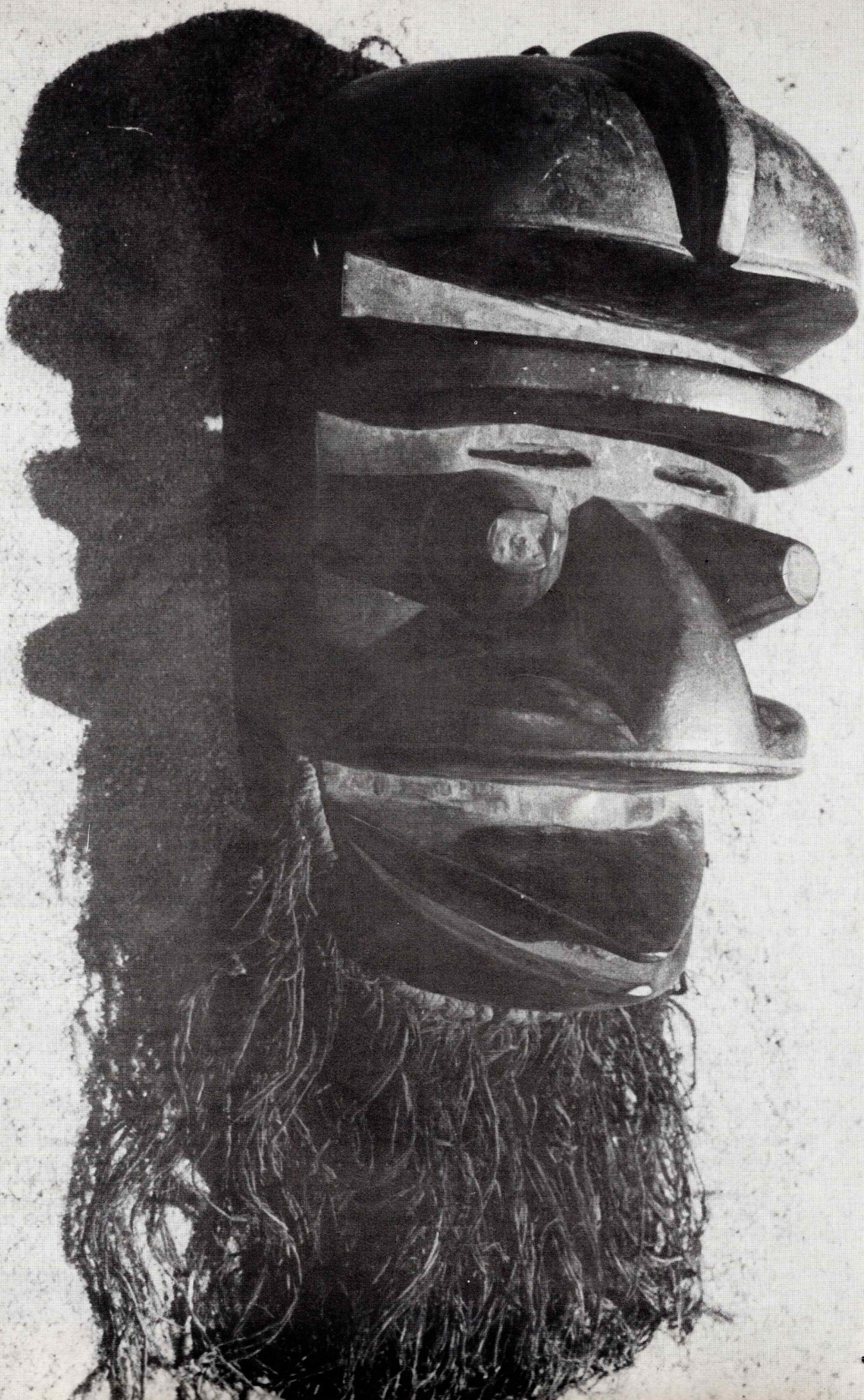




DISTANCES

*A la mémoire, immortelle,
d'Alioune Diop.*

La théorie est ailleurs...

Il faut savoir entendre cette distance, prêter attention à ce qu'elle peut avoir d'équivoque, d'irréductiblement pluriel. Car il s'agit au moins de deux choses : d'une distance qu'on peut dire, en première approximation, géographique, et où s'organise notre dépendance scientifique vis-à-vis de l'Europe, comme s'y est organisée et continue de se creuser, chaque jour plus tragique, notre dépendance économique et politique ; mais il s'agit aussi d'une autre forme de distance, celle-là nécessaire, indispensable, et qu'on ne peut contourner qu'en évacuant de la théorie, le théorique proprement dit : la distance qu'on pourrait appeler méthodologique, fruit d'un procès actif de distanciation, de recul intellectuel, où se constitue l'objet scientifique, et sans laquelle on ne peut produire, au lieu et place de la science, qu'un vague discours empiriste, descriptif, bavardage pédant et inutilement prétentieux. Entre cette distance subie et cette autre distance, le rapport n'est pas que d'homonymie (1) : car, nous aurons à le voir, le chercheur africain le plus extraverti, le plus naïvement au service de la dépendance, est aussi en général celui qui exige avec le plus d'entêtement que la science, en Afrique, traite exclusivement de l'Afrique, qu'elle prenne pour objet les réalités du terroir et se contente de les refléter ou, à défaut, de les reconstituer.

C'est cette logique subtile qu'il nous faut tâcher de rompre. Ce n'est pas une mince affaire. Mettre fin, d'une part, à une dépendance scientifique séculaire en créant dans nos pays ou, plus exactement, en y recréant les conditions d'une pratique scientifique autonome ; et, du même mouvement, nous déprendre de nos illusions empiristes – par exemple cet africanisme primaire qui nous confinait jusqu'ici au rôle de simples informateurs, pourvoyeurs de faits et de données scientifiques bruts pour les laboratoires des pays industrialisés.

*décentrement du savoir**

Constatation banale, d'abord : la théorie est ailleurs. Pas chez nous, pas en Afrique – du moins plus aujourd'hui, ou plus tout à fait –. Ce qu'on appelle la science moderne, et la technologie qu'elle induit, nous devons désormais aller les chercher dans les grandes capitales des pays industrialisés. Décentrement du savoir par rapport à notre espace géopolitique, d'où obligation pour le chercheur africain de **se déplacer**, de se dépenser à la fois physiquement et financièrement en voyages, vers ces lieux lointains où s'élabore le savoir. On ne peut minimiser, ni supprimer par la pensée, cette contrainte **physique** : elle est irréductible, comme l'est, dans un autre registre, l'obligation de faire le tour d'une maison si l'on veut en apercevoir toutes les faces, l'impossibilité de voir **en même temps**, d'un seul et même

* Les intertitres de cet article sont de la rédaction.

(1) Homonyme : nom de même prononciation qu'un autre, mais d'orthographe différente ou de même orthographe, mais de sens différent. N.D.L.R.

point de l'espace, d'une seule et même **position corporelle**, toutes les faces d'un objet matériel, le nécessaire étalement temporel d'une perception du simultané. Contrainte essentielle, constitutive de notre rapport actuel à la science : quel chercheur africain peut aujourd'hui progresser dans ses travaux sans effectuer au moins une fois ce voyage en Europe ou en Amérique, sans subir les longues heures d'avion, les changements de climat, le dépaysement et, parfois, les maux d'estomac qui s'ensuivent ? Tribut sans doute négligeable, en un sens, mais tribut inévitable qui n'est exigible que du chercheur du tiers-monde, et où il faut voir l'indice d'une dépendance plus profonde, inscrite dans la structure actuelle de notre activité scientifique et des rapports de production où elle se trouve enserrée.

Je ne répéterai pas ici une démonstration faite ailleurs (2). Qu'il suffise de rappeler quelques évidences massives, témoins de l'extraversion actuelle et de l'aliénation de notre pratique scientifique.

Sont donc ailleurs, hors d'Afrique, les laboratoires les mieux équipés nécessaires au physicien, au chimiste, au biologiste africains pour poursuivre leurs travaux au-delà d'un certain niveau de précision ou de complexité ; ailleurs, les meilleurs universités et centres de recherche, ces grandes concentrations humaines qu'animent et entraînent les maîtres les moins contestés de la science moderne ; ailleurs également le siège, les comités de rédaction, les bases matérielles et humaines des revues scientifiques, où se publient les travaux les plus originaux et les plus novateurs ; ailleurs les discussions, les débats scientifiques dont ces revues sont à la fois les supports et les véhicules, l'animation intellectuelle et la vie scientifique qu'elles entretiennent ; ailleurs enfin les bibliothèques, les maisons d'édition productrices des ouvrages, manuels et traités scientifiques les plus importants, monographies consignant les dernières découvertes sur tel ou

tel sujet, dans tel ou tel domaine de recherche, outils pédagogiques où la jeunesse puisera, pendant de longues années, son idée de la science, de ses méthodes, de ses articulations, de ses problèmes, brefs, ses paradigmes (3) scientifiques (4).

Ainsi sommairement présenté, notre tableau peut paraître exagérément sombre. Il est bien vrai, du reste, que la situation s'est, d'une certaine manière, améliorée depuis l'indépendance : les universités se sont multipliées, les centres de recherche aussi ; nous avons des laboratoires plus ou moins bien équipés, des bibliothèques passablement fournies ; certaines de nos universités publient des annales, et nous avons encore d'autres revues ; enfin, dans les différentes disciplines, le nombre de chercheurs ne cesse de croître, dont certains ont même acquis, à l'échelle internationale, une réputation non négligeable. Fasciné par ces changements, comment ne pas se persuader que l'Afrique est enfin engagée sur la voie du développement scientifique, comme sur celle du développement économique ?

vers un développement scientifique...

Il faut, pour ne pas se bercer d'illusions, interroger patiemment le sens de ces changements et se demander si l'on n'a pas affaire, une fois de plus, dans le domaine de la science comme dans celui de l'économie, à une « croissance sans développement ».

Une chose est en effet certaine : le colonisateur ne s'est guère soucié, aussi longtemps que durait, incontestée, sa domination directe sur nos pays, d'y créer les conditions d'une activité scientifique complète, comparable à celle des métropoles. L'Afrique dominée fonctionnait bien plutôt comme un immense réservoir de faits, voué à fournir aux laboratoires et centres

de recherche de la « mère-patrie » des données nouvelles, des informations brutes, non traitées, que ces laboratoires et centres avaient seuls charge d'analyser. On retrouvait ainsi, au plan de l'activité scientifique, le même type de rapport qu'au niveau de l'économie : le « pacte colonial » – dans un cas, exportation de matières premières, transformation de celles-ci par l'industrie métropolitaine et (ré)exportation partielle vers la colonie des produits de cette industrie ; dans l'autre, exportation de faits et d'informations brutes, traitement théorique de ces données par la science métropolitaine et (ré)exportation partielle vers la colonie des résultats de cette science, sous forme, par exemple, de manuels d'enseignement, de procédés ou d'objets techniques, de produits industriels, etc. : Qu'ils'agisse de l'économie ou de la science, la métropole avait seule l'initiative du processus : elle jetait son dévolu sur telles matières premières plutôt que sur telles autres, en fonction des besoins de sa propre industrie ; de la même manière, elle collectait (ou faisait collecter) des données dans tel secteur plutôt que dans tel autre, en fonction de ses propres préoccupations scientifiques, et d'un projet théorique dont elle seule détenait la clef.

Point de départ du processus, elle en était aussi le point d'aboutissement : le pillage des matières premières coloniales permettait de faire tourner les usines de la métropole, voire d'en créer de nouvelles, dans tous les cas, d'accroître l'accumulation du capital et l'enrichissement de la bourgeoisie en Occident ; le pillage scientifique, quant à lui – l'accumulation d'informations relatives à la nature et à l'homme dans les territoires dominés – contribuait à alimenter et enrichir les sciences existantes, voire à en créer de nouvelles (ainsi la géographie « tropicale », l'agriculture « tropicale », la médecine « tropicale », l'anthropologie et ses sous-produits théoriques, etc.), en tous cas, à développer la tradition scientifique et, partant, la puissance de l'Occident. La réexportation partielle vers les colonies des produits finis de l'industrie ou de la science ne constituait en aucune manière le but de l'opération, elle n'en était qu'une

(2) Cf. Paulin-J. Hountondji, **Recherche théorique africaine et contrat de solidarité**, Série de recherches, n° 41, Institut international d'études sociales, Genève, 1978.

(3) Paradigme : modèle exemplaire, à l'origine terme de la philosophie platonicienne. N.D.L.R.

(4) Cf. Thomas Kuhn, **La structure des révolutions scientifiques**, Flammarion, Paris, 1972.

conséquence secondaire; et, loin de pouvoir générer à elle seule, dans ces pays, un processus original de développement industriel ou scientifique, elle achevait, au contraire de détruire, l'équilibre antérieur des économies de subsistance et, dans un autre registre, d'arrêter le développement des systèmes de connaissance préexistants, en intégrant les populations concernées dans le circuit de l'économie capitaliste mondiale et de la recherche scientifique moderne, tout en les confinant, dans les deux cas, à des fonctions subalternes.

Des théoriciens (néo-) marxistes ont pensé, d'une manière qui me paraît particulièrement adéquate, l'essence du processus économique ainsi indiqué, et le phénomène, qui s'ensuit, du « sous-développement ». Ce n'est pas ici, bien entendu, le lieu d'analyser pour elles-mêmes les thèses d'un Arghiri Emmanuel ou d'un Samir Amin, ni d'évaluer les controverses auxquelles elles ont donné et continuent de donner lieu. Il me paraît cependant essentiel, à moi qui suis parfaitement analphabète en économie, qu'ils aient montré dans le sous-développement autre chose qu'un retard originaire qui pourrait être rattrapé grâce à l'augmentation quantitative de la productivité (c'était, on le sait, le schéma classique de Rostow), qu'ils y aient vu au contraire le résultat d'un processus historique, l'effet structurel de l'intégration des économies du tiers-monde au marché capitaliste mondial, et qu'ils aient aperçu, du même coup, la différence qualitative entre une économie développée, caractérisée par un modèle d'accumulation auto-centré, et une économie dite sous-développée, caractérisée par un modèle extraverti.

Les limites actuelles de l'activité scientifique dans le tiers-monde s'éclairent parfaitement d'être analysées à la lumière du même schéma. Déterminée par les besoins propres de la science occidentale, cette activité ne commence pas seulement par la création d'un secteur exportateur, elle est d'emblée structurée par cette circonstance accidentelle et marquée pour longtemps du sceau de la dépendance.

illustration

Pour citer un exemple simple, j'ai montré ailleurs comment la recherche agronomique, qui mobilise dans nos pays tant de moyens matériels et humains, reste, dans l'ensemble, orientée vers l'amélioration des cultures d'exportation, plutôt que des cultures vivrières. Cela prouve au moins deux choses :

- Premièrement, que ce secteur de la recherche scientifique et technologique (l'analyse montrera que tous les autres secteurs sont directement ou indirectement dans la même situation) reste lié à une économie de traite, à une économie extravertie, au service des besoins industriels des grandes métropoles impérialistes, plutôt que des populations locales. Le développement progressif des programmes de recherche sur les cultures vivrières aténue sans doute, au fil des ans, cette tendance; il n'est pas parvenu, pour l'instant, à la renverser, et l'on peut parier qu'il n'y parviendra jamais, aussi longtemps que durera la dépendance économique ou/et politique.
- Deuxièmement, cela prouve que, dans ce secteur au moins (et l'analyse la plus superficielle montre que la situation est la même dans les autres secteurs), la recherche en Afrique, reste directement dépendante, dans sa problématique même – dans le système des pré-occupations théoriques qui se monnaient ensuite en programmes de recherche ponctuels – de l'évolution de la recherche en Occident.

Deux paliers, par conséquent, de la dépendance, l'un fondamental, quoique plus ou moins directement visible selon les secteurs et disciplines considérés, l'autre dérivé, mais manifeste, quelle que soit la discipline. Qu'il s'agisse des sciences exactes et naturelles ou des sciences sociales, de la recherche fondamentale ou de la recherche appliquée, il est évident que l'activité théorique dans l'Afrique néo-colonisée est encore ordonnée et subordonnée aux problèmes que se pose, et que lui pose, la science occidentale. Là réside sa dépendance spécifique. Mais cette dépendance n'est elle-même que l'effet plus ou moins

direct, selon les cas, de la dépendance économique constitutive de ce qu'il est convenu d'appeler le « sous-développement », les divers projets théoriques du tiers-monde étant toujours, en dernière analyse, et quelle que soit la discipline considérée, directement ou indirectement au service d'une économie de traite.

Tous les autres aspects du sous-développement scientifique et technologique se rattachent, de proche en proche, à cette double aliénation : à cette dépendance originaire de nos problématiques théoriques par rapport à celles de l'Occident, dépendance qui elle-même renvoie, comme nous venons de le voir, à l'aliénation économique.

*peu
d'infrastructure
et toujours
orientée...*

Ainsi n'est-ce pas un hasard si toute l'infrastructure matérielle de la recherche se trouve encore, pour l'essentiel, en Occident, malgré l'effort, à certains égards pathétique, de nos pays pour se doter d'universités et de centres de recherches modernes, pourvus de laboratoires complets, de bibliothèques bien à jour. Nous ne pourrions jamais rattraper notre « retard » : il n'est pas rattrapable, et tant que nous posons le problème en termes de retard, nous ne pourrions que nous essouffler dans une course haletante vers un horizon imaginaire et sans cesse fuyant. C'est que, tout simplement, cette infrastructure scientifique a été mise en place, à l'origine, en Europe, en fonction des besoins théoriques européens, même si elle devait ensuite et continuellement influencer en retour sur ces besoins théoriques. Les appareils de laboratoires sont produits en Europe (ou en Amérique) : nous ne savons

pas fabriquer un microscope, nous nous contentons d'en importer et, en cas de panne, devons attendre, pendant des mois, que les pièces de rechange nous arrivent encore des pays producteurs (5). Les livres scientifiques de base, les bons comme les mauvais, les découvertes géniales comme les fantasmes scientifiques les plus piteux (mais on sait que ceux-ci sont inséparables de celles-là, dans toute histoire scientifique réelle), les essais originaux comme les ouvrages de vulgarisation, les revues spécialisées qui animent en permanence le débat entre écoles, tendances, chercheurs individuels dans différentes disciplines, sont encore, aujourd'hui comme hier, publiés pour l'essentiel dans les grandes métropoles industrialisées.

Sans doute faut-il ici se féliciter de la création, en Afrique, de maisons d'édition de plus en plus dynamiques, de revues scientifiques de plus en plus nombreuses. Le développement progressif, grâce à ces deux facteurs, d'une littérature scientifique autonome, peut en effet engendrer à terme, et sous certaines conditions déterminées, des problématiques scientifiques et théoriques originales. Mais, d'une part, cette infrastructure est encore trop embryonnaire pour produire un véritable saut qualitatif. D'autre part et surtout, les textes ainsi publiés sont davantage lus dans les pays industrialisés qu'en Afrique même. Et ce n'est malheureusement pas un hasard : héritiers de problématiques théoriques forgées en Occident, nos chercheurs écrivent naturellement, le plus souvent, pour le public savant des pays occidentaux, pratiquant, chacun en ce qui le concerne, un échange vertical avec les chercheurs de ces pays, au lieu et place du nécessaire débat horizontal entre chercheurs du tiers-monde. Le discours théorique africain est ainsi extraverti, au sens propre : tourné vers l'extérieur, des-



tiné à l'exportation et produit, pour l'essentiel, en vue de l'exportation, tout comme les produits de l'activité économique. Ainsi se ferme le cercle : l'impulsion vient d'Europe, le produit de l'activité retourne en Europe, le pacte colonial est à peine rompu : il est seulement plus subtil.

de l'indépendance et de la spécialisation

Un des moyens en apparence les plus simples de réagir contre cette dépendance est de spécialiser notre recherche scientifique et théorique dans des domaines originaux susceptibles de la distinguer, dans chaque discipline considérée, des travaux occidentaux. Nous avons ainsi l'illusion qu'il suffit, pour échapper à l'extraversion, de nous pencher davantage sur nos réalités locales et moins sur les réalités des autres pays. La définition et le mode de délimitation de ces réalités locales dépendront des disciplines. Le géographe africain se fera de préférence tropicaliste, l'historien se spécialisera en histoire africaine, le sociologue en sociologie africaine, le philosophe en philosophie... africaine. Africanisation ou aliénation : telle paraît être l'alternative, et là où elle est inapplicable, la mauvaise conscience guette.

On ne peut évidemment mettre en cause, globalement et sans nuances, cette volonté du chercheur africain de s'appliquer de préférence, là où il y a lieu, à la connaissance de son milieu naturel et social. Cette connaissance, partout où elle est possible, est un préalable indispensable à tout effort de libération effective, sur tous les plans, et elle a donné lieu, dans les meilleurs des cas, à des œuvres scientifiques de grande valeur. Quelques observations, cependant, s'imposent ici.

(5) Léopold Gnininvi évoque à cet égard sa propre expérience de physicien exerçant au Togo dans *Recherche, Pédagogie et Culture*, n° 38, novembre-décembre 1978.

- La tendance à une spécialisation africaine du discours est beaucoup plus marquée dans les sciences dites humaines que dans les sciences exactes. Le mathématicien, le physicien, le chimiste africains n'ont aucune mauvaise conscience de ne pas pouvoir élaborer une mathématique, une physique, une chimie particulières à l'Afrique. Posez-leur la question, ils vous répondront que leurs sciences sont universelles, sans éprouver, du reste, aucun besoin spécial d'examiner le sens, la portée et les limites de cette universalité. Le spécialiste des sciences sociales, par contre, n'a de cesse qu'il n'ait délimité un secteur géographique particulier auquel devront s'appliquer exclusivement ses recherches. Il arrive qu'une telle délimitation soit possible et légitime. Mais il arrive aussi qu'elle conduise à des contresens, et à une dénaturation complète de la discipline elle-même.

- En dehors des sciences dites humaines et/ou sociales, nous retrouvons dans les sciences naturelles, et dans certaines sciences appliquées, cette même tendance à la spécialisation géographique. Dans l'ensemble, la légitimité d'une telle spécialisation est difficilement contestable, puisqu'il s'agit généralement, soit de sciences descriptives (zoologie ou botanique, par exemple), soit de technologies spéciales, dont l'efficacité exige précisément qu'elles s'adaptent aux particularités de leurs domaines d'exercice : médecine tropicale, agronomie tropicale, etc. Ce qui fait cependant problème ici, c'est ce piège du langage qui consiste à ne faire mention des particularismes que lorsqu'ils concernent des pays ou des peuples non occidentaux, comme si l'existence de tels particularismes était... particulière à ces pays et à ces peuples. On ne parle pas, à ma connaissance, de médecine des zones tempérées ou de médecine polaire, comme on parle de médecine tropicale : de telles expressions sont encore, sans qu'on s'en rende compte, des manières subtiles de marginaliser nos sociétés, et ne font que transposer au niveau du savoir, notre situation périphérique par rapport au système capitaliste mondial.

- Si l'on considère le système du savoir à l'échelle mondiale (par analogie avec l'accumulation mondiale du capital), on aperçoit plus aisément le sens, le rôle, la fonction objective de cette spécialisation africaine du discours scientifique africain. Car enfin, la science, en Occident, ne se limite pas à l'étude du monde occidental, mais se déploie comme un vaste projet d'exploration de l'univers, d'une extension et d'une ambition théorique sans limites. Les spécialisations africaine, asiatique, amérindienne, puis latino-américaine, australienne, etc., de ce projet, n'ont de sens, précisément, que comme des moments organiques de cet unique projet, résultant eux-mêmes d'une division du travail dont on peut, très exactement, reconstituer l'histoire. En acceptant sans réserve l'obligation qui leur est faite de se spécialiser dans l'étude de leur propre environnement, les chercheurs africains se condamnent à rester pour toujours, au pire, les auxiliaires des africanistes et autres tropicalistes occidentaux, au mieux – dans l'hypothèse où ils parviennent eux-mêmes, comme cela arrive parfois, à une parfaite maîtrise de leur matière – des informateurs savants, agents particulièrement efficaces d'une accumulation du savoir qui a son centre... ailleurs. Nos connaissances nous sont volées, extorquées, intégrées, sitôt produites, à un circuit mondial des connaissances géré et dirigé depuis les grandes capitales des pays industrialisés. Aussi loin que nous allions dans cette voie, elle ne nous conduira jamais à un développement scientifique et technologique autonome, quels que soient les avantages secondaires que nous puissions tirer, indirectement, de cette activité aliénée.

- Dans certaines disciplines, ce culte de la différence africaine produit des effets particulièrement désastreux. Telle thèse de sociologie africaine sera admise à la Sorbonne pour le titre de docteur du 3^e cycle avec la mention « Bien » (quand ce n'est pas « Très bien ») ou de docteur d'État avec la mention « Honorable » (quand ce n'est pas « Très honorable »), qui n'apporte rien de neuf qu'une description superficielle de la vie quotidienne du

peuple considéré, joutée de quelques affirmations gratuites sur ses croyances et sa religion. Le matériau « africain » y est, et le mot suffit. Surtout, le lauréat n'a aucune chance de faire carrière en Europe, il n'exploitera ses palmes académiques qu'en Afrique, où il pourra sévir dans quelque université de brousse et œuvrer consciencieusement à la reproduction du système.

Comprenons-nous bien : n'est pas en cause, ici, du moins pas toujours ni nécessairement, la bonne foi de tel ou tel examinateur, qui peut se trouver porté, pour des raisons subjectives parfaitement irréprochables, à une indulgence particulière pour tel ou tel candidat ou catégorie de candidats. La tentation inverse existe d'ailleurs aussi : plus d'un étudiant des « colonies » a eu l'occasion de se plaindre, et pas toujours à tort, des injustices, voire des relents de racisme, dont il était victime de la part de tel ou tel de ses maîtres. Mais, au-delà des intentions subjectives plus ou moins pures selon les cas, on a l'impression que, statistiquement, le courant s'est, **grosso modo**, inversé depuis les indépendances, faisant succéder à l'extrême sévérité des temps héroïques un laxisme non moins extrême, ce qui ne peut s'expliquer, objectivement, que par le changement de statut des candidats, jadis plus menaçants puisque, français comme tout le monde, ils pouvaient, en cas de succès, postuler les mêmes avantages que leurs camarades métropolitains, mais désormais hors concurrence et, bien mieux, agents possibles, outre-mer, d'une politique culturelle globale dont l'examineur est lui-même, parfois sans s'en rendre compte, totalement dépendant.

Admirable cohérence du système ! Nous pourrions indéfiniment continuer dans cette voie, et tout est fait pour nous y encourager. Nous pourrions, jusqu'à la fin des temps, n'avoir d'autre ambition que de devenir de brillants informateurs ayant pour mission, tels les interprètes du temps colonial, de décrire les faits, et de fournir à d'autres intelligences théoriques des données que nous serions nous-mêmes incapables de traiter. Telle est, très exactement, notre situation au-

jourd'hui. Mais il nous faut oser rompre ce cercle, avoir plus d'ambition pour nos peuples et pour nous-mêmes, aspirer à une complète maîtrise, par nos sociétés, de tous les moments, de tous les aspects complémentaires, de la science et de la technologie.

- Toujours au sujet des sciences sociales, il ne s'agit pas, bien entendu, d'interdire au chercheur africain de se pencher sur les réalités de son terroir. Il s'agit ici, bien au contraire, de l'obliger à le faire correctement et de la manière la plus utile pour son peuple, en se dotant, au préalable, des moyens théoriques et méthodologiques appropriés. Ce qui n'est possible qu'à condition de différer, sinon le désir, du moins l'accomplissement du désir, à condition de prendre, par rapport à l'objet, cette distance qui seule permet de le mettre en perspective, de le situer à sa juste place dans l'univers des objets possibles – pour mieux jouir, le cas échéant, de sa spécificité, et le transformer plus sûrement. En science comme en amour, la précipitation peut être fatale : il faut savoir attendre, et préparer les voies.

Il s'agit d'autre part de montrer que, par delà l'intérêt légitime pour les réalités locales, le chercheur africain gagnerait à se préoccuper aussi de ce qui se passe ailleurs. Il n'est pas moins instructif, par exemple, pour l'historien africain, d'étudier les conditions de l'industrialisation du Japon au XIX^e siècle, que celles de la domination coloniale en Afrique. Il est aussi formateur, et peut-être plus formateur, pour le philosophe africain, d'étudier l'histoire des sciences et des techniques en Europe et hors d'Europe, les conditions d'élaboration des paradigmes scientifiques aujourd'hui dominants, la structure théorique et le fonctionnement des idéologies qui ont mené et mènent encore le monde, bref, de parcourir avec exigence et rigueur le champ théorique de ce qu'il est convenu d'appeler, dans la tradition culturelle internationale, la philosophie, que d'entreprendre d'emblée, sans aucune préparation théorique et méthodologique, d'extraire de nos mythes, de nos contes, de nos pratiques religieuses, de cette richesse

culturelle produite par tant de siècles de lutte et de souffrance, une « substantifique moëlle » précipitamment baptisée « philosophie ».

Ce qui est ici exigé, ce n'est donc pas l'indifférence aux problèmes africains, c'est, bien au contraire, la position de problèmes vraiment africains, qui ne sauraient être, ni toujours, ni nécessairement, des problèmes relatifs à l'Afrique, la mise à distance intellectuelle du fait africain, nécessaire pour théoriser et, le cas échéant, transformer ce fait, le développement d'un projet scientifique et technologique autonome, le dur apprentissage théorique et méthodologique nécessaire pour conduire à bien ce projet.

- Au-delà de l'agronomie et de la recherche minière, au-delà des sciences dites appliquées qui, partant de l'étude spéciale du milieu naturel et humain, visent à adapter aux conditions de ce milieu les résultats de la technologie occidentale, nos pays gagneraient à cultiver en elles-mêmes et pour elles-mêmes les sciences dites exactes, à développer dans tous les domaines, dans tous les secteurs de la connaissance, la recherche dite fondamentale, sous peine de se condamner à rester éternellement à la traîne. Se pose ici avec acuité, il est vrai, le problème des moyens : comment, où trouver les fonds nécessaires à une recherche si coûteuse ? Mais il serait dangereux d'inverser les difficultés, de faire passer le problème des moyens avant celui des fins. Car ce qui nous manque, ce sont moins les moyens qu'une vision claire des finalités théoriques, la définition, dans chaque discipline, de problématiques et de programmes de recherche cohérents, qui ne reprennent pas mécaniquement les problématiques et programmes occidentaux et ne craignent pas, à l'occasion, d'être en retard ou en déphasage par rapport à ceux-ci, mais qui puissent au moins correspondre aux préoccupations réelles de nos chercheurs et, au-delà de ces derniers, par toute une série de médiations dont il ne peut être ici préjugé, aux préoccupations réelles de nos peuples. Ce qui nous manque, en un mot, c'est un projet scientifique et

technologique autonome, une politique scientifique libérée de l'idéologie technocratique régnante et soucieuse de redonner à nos peuples la pleine maîtrise de leur destin.

- Un mot encore sur la philosophie africaine. D'aucuns, acceptant en son principe ma critique de l'ethno-philosophie (6), regrettent cependant de ne pas voir poser, dans **Sur la « philosophie africaine »** (7), le problème essentiel de la liaison avec les traditions de pensée pré-coloniales et l'intelligentsia traditionnelle qui les porte. Ce n'est pas ici le lieu de répondre à cette critique. D'autres lecteurs, plus attentifs, ont déjà observé que ce problème était bel et bien posé dans le livre, que sa place y était clairement indiquée, même s'il ne constituait pas lui-même, en tant que tel, le thème principal (8). J'ajouterai seulement ceci : la redécouverte de notre passé culturel, la réappropriation effective de l'immense héritage spirituel légué par nos ancêtres, et dont la violence coloniale a brutalement sevré tant d'entre nous, la prise en charge intellectuelle, affective et pratique de ces traditions restées vivaces dans nos campagnes, et dans tant de réseaux que nous ignorons encore, ne seront possibles qu'au prix d'une approche patiente et méthodique qui, non seulement mette en œuvre, mais porte à sa plus grande perfection, au lieu de prétendre la répudier, la formation théorique acquise au contact de l'Occident, et parfois malgré l'Occident. Jamais nous ne pourrions, dans cette démarche, faire l'économie d'une problématique actuelle, d'un projet scientifique et technologique défini, pas plus que nous ne pouvons, plus généralement, faire l'économie d'un

(6) ... quittes à dire comme J.O. Yaï que cette critique aurait pu se faire en deux ou trois phrases, et ne justifiait pas qu'on y consacrait tant de pages ; de quoi la meilleure preuve eût été, bien entendu, qu'il produisit lui-même cette belle critique laconique, que nous attendons encore à ce jour. Cf. Olabiyi Yaï, **Théorie et pratique en philosophie africaine ; mise en crise de la philosophie spéculative (critique de P. Hountondji, M. Towa et autres)**, Présence africaine, n° 108, Paris, 1979.

(7) Paulin-J. Hountondji, **Sur la philosophie africaine**, Maspéro, Paris, 1977.

(8) Cf. Gilles Vilasco, **La philosophie négro-africaine face aux idéologies**, Annales de l'Université d'Abidjan, Série D (Lettres, tome 12, 1972) et le beau livre de Marc Auge, **Symbole, fonction, histoire. Les interrogations de l'anthropologie**, Hachette, Paris, 1979 (notamment p. 159-165).

projet de société, en fonction et à la lumière duquel cet héritage puisse être réapproprié, revalorisé, dépassé.

science et solidarité internationale

Distance, donc, en un double sens. La science est trop loin de nous parce qu'elle se fait ailleurs, dans un autre espace géopolitique. Elle est aussi trop loin, paradoxalement, parce que nous nous tenons trop près de l'objet et ne parvenons pas à prendre nos distances.

J. de Certaines rapporte, dans un témoignage particulièrement saisissant, son expérience d'étudiant français apprenant la biologie dans une université africaine. L'enseignement scientifique y était très valable, reconnaît-il, mais « il enseignait plus la dépendance que la pratique scientifique... Tout cet enseignement « bien fait » ne conduisait qu'à un sentiment de dépendance vis-à-vis des lieux où se faisait vraiment la science » (9). Tout en reconnaissant ce qu'il peut y avoir de déprimant dans un tel sentiment, disons pourtant que la faute n'en est pas à l'enseignement comme tel, et que la situation est encore beaucoup plus grave que ne la présente J. de Certaines. Le discours du professeur, loin de produire une dépendance imaginaire, ne fait que refléter, attester, reconduire une dépendance objective, inscrite dans les structures mêmes de l'activité scientifique internationale. Au-delà du problème pédagogique, c'est donc un problème autrement complexe qui se pose, un problème de rapport de forces international, qui ne peut se résoudre que par un profond bouleversement des structures.

Et maintenant, que faire ? Le salut ne viendra certainement pas de l'extérieur. Il viendra, d'abord, d'un effort intérieur, de la détermination et de la clairvoyance avec lesquelles les chercheurs, et plus générale-

ment les peuples africains eux-mêmes, sauront définir, avec ou sans leurs gouvernements, quittés à la leur imposer au besoin, une politique scientifique enfin digne de ce nom.

vers une solidarité...

A quel niveau peut donc jouer la solidarité internationale ? En aucun cas elle ne saurait se substituer à l'initiative des peuples intéressés eux-mêmes. Si l'on a bien compris cela, alors l'une des premières tâches est d'évaluer de manière critique les résultats actuels de l'aide aux pays sous-industrialisés depuis les indépendances, en matière de recherche scientifique et technologique. Ce bilan permettrait certainement d'apercevoir combien « l'aide » en question a tendu jusqu'ici à renforcer la dépendance en consolidant les structures de l'extraversion scientifique, en développant les échanges verticaux entre chaque chercheur ou groupe de chercheurs de la périphérie et ses homologues du Centre, de préférence aux échanges horizontaux entre chercheurs du tiers monde, en encourageant de mille manières, non seulement la fuite des cerveaux, mais, ce qui est plus subtil, le drainage vers le Centre de toute l'information scientifique et technologique disponible ou, le cas échéant, produite à la périphérie.

Faut-il dès lors renoncer à toute manifestation de solidarité internationale ? Cette solution ne serait ni réaliste, ni défendable sur le plan des principes. Peut-être s'agit-il au contraire de retrouver, par delà la complicité des États et des gouvernements, l'authentique solidarité des peuples, se traduisant en contrats spécifiques autour d'actions concrètes.

J'incline, pour ma part, à attendre davantage, pour le développement scientifique et technologique dans le tiers monde, de l'action des organisations non gouvernementales de chercheurs que de celle des gouvernements eux-mêmes ou de leurs institutions, si souvent prisonniers de leur lourdeur bureaucratique. J'attends beaucoup, par exemple,

des échanges horizontaux entre chercheurs africains d'une même discipline à travers les frontières, puisque, dans aucun des pays pris isolément, ils ne sont suffisamment nombreux pour constituer une masse critique, ni ne peuvent trouver toute l'infrastructure matérielle nécessaire pour réaliser leurs travaux. J'attends beaucoup, aussi, du développement et de l'extension des pratiques interdisciplinaires et de la circulation de l'information scientifique d'une discipline à l'autre, d'un groupe de spécialistes à l'autre à l'intérieur d'un même pays, et à l'échelle du continent africain.

La solidarité internationale peut encore se manifester, bien entendu, à une échelle plus vaste : d'abord entre chercheurs de la périphérie et chercheurs du Centre, par exemple à l'intérieur des unions et fédérations scientifiques internationales, pourvu que cette association n'entrave pas, mais renforce la coopération horizontale entre chercheurs et organisations de chercheurs de la périphérie, et le travail concret sur le terrain, par delà les bureaucraties propres à ces organisations elles-mêmes ; ensuite au niveau des gouvernements, puisqu'il peut arriver à ceux-ci, dans certaines conditions déterminées, de se faire les porte-parole plus ou moins fidèles des sentiments de solidarité des peuples profonds, par delà les rapports de force et les hégémonismes divers. A cet égard, la conjoncture internationale est peut-être plus favorable que jamais. La communauté internationale a clairement montré, en août 1979 à Vienne, à la Conférence des Nations unies sur la science et la technologie au service du développement, à quel point elle était consciente du problème et résolue à promouvoir, dans les pays de la périphérie, cette maîtrise du savoir et du savoir-faire modernes si nécessaire à leur survie et à celle de l'humanité toute entière. Tout n'est cependant pas joué. L'effort international peut encore être détourné, la solidarité des peuples exploitée à d'autres fins. La vigilance est plus que jamais nécessaire. Notre salut collectif est à ce prix.

Paulin-J. Hountondji,

*Professeur de philosophie
à l'Université nationale du Bénin, Cotonou.*

(9) Cf. **Table ronde**, Recherche, Pédagogie et Culture, n° 38, novembre-décembre 1978, p. 41.